

PRÉFET DU VAR

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Service Biodiversité, Eau et Paysages*

10 OCT. 2019

Arrêté portant dérogation à l'interdiction de destruction, altération d'habitats d'espèces protégées et de destruction, capture, perturbation d'individus d'espèces protégées dans le cadre du projet d'aménagement des terrains du Colombier sur la commune de Fréjus (83)

Le préfet du Var,
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.163-1, L.163-5, L.171-7, L.171-8, L.411-1, L.411-2, L.415-3 et R.411-1 à R.411-14 ;
- Vu le décret du Président de la République du 23 août 2016 portant nomination de M. Jean-Luc VIDELAINE préfet du Var ;
- Vu l'arrêté n° 2019-26/MCI du 10 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Serge JACOB, secrétaire général de la préfecture du Var ;
- Vu l'arrêté interministériel modifié du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvage protégées ;
- Vu l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Vu l'arrêté interministériel du 20 janvier 1982 relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national ;
- Vu l'arrêté interministériel du 9 mai 1994 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

- Vu la demande de dérogation déposée le 4 juin 2018 par la société Joseph Costamagna, maître d'ouvrage, composée des formulaires CERFA (*n° 13614*01, 13616*01 et 13617*01*) et du dossier technique intitulé : « Projet d'aménagement des terrains du Colombier – Fréjus (83) – Dossier de demande de dérogation au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement », daté du 27 février 2018 et réalisé par le bureau d'études Biotope ;
- Vu le rapport de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur adressé au ministère de la transition écologique et solidaire le 19 juin 2018 ;
- Vu l'avis formulé du 8 août 2018 par le *conseil national de la protection de la nature* (CNPN) ;
- Vu la consultation du public réalisée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 28 juin au 19 juillet 2018 ;
- Vu le mémoire du 15 juillet 2019 réalisé par le bureau d'études Biotope suite aux demandes du CNPN ;

Considérant que la protection de l'environnement, notamment la protection des espaces naturels, la préservation des espèces animales et végétales, sont d'intérêt général ;

Considérant que la réalisation du projet d'aménagement des terrains du Colombier sur la commune de Fréjus implique la destruction et l'altération d'habitats d'espèces protégées et la destruction, la capture et la perturbation d'individus d'espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la réalisation de ce projet répond à une raison d'intérêt public majeur de nature économique et sociale, aux motifs qu'il crée 110 emplois et 71 logements sociaux, raison étayée dans le dossier technique susvisé (page 39) ;

Considérant l'absence d'autre solution satisfaisante après analyse des solutions alternatives présentées dans le dossier technique susvisé (page 46) ;

Considérant que l'acte de vente du terrain de Callas et la lettre d'accord de vente du propriétaire du site de Pignans, joints en annexe du mémoire susvisé, attestent de l'acquisition des sites de compensation proposés dans le dossier technique ;

Considérant que le mémoire susvisé apporte des réponses satisfaisantes aux remarques formulées par le CNPN, notamment en termes de mise en œuvre de la séquence « éviter-réduire-compenser » ;

Considérant que l'impact résiduel du projet ne remet pas en cause l'état de conservation favorable des populations des espèces concernées, sous réserve de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées dans le dossier technique et prescrites par le présent arrêté ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRÊTE

Article 1 : Objet et identité du bénéficiaire de la dérogation

Dans le cadre du projet d'aménagement des terrains du Colombier, le bénéficiaire de la dérogation est la société Joseph Costamagna, sise quartier de la Tuilerie, 83480 Puget-sur-Argens, ci-après dénommé le maître d'ouvrage.

Article 2 : Nature de la dérogation

Dans le cadre de l'aménagement visé à l'article 1, la dérogation porte, conformément aux formulaires CERFA susvisés, sur :

	Espèces concernées	Impacts résiduels IR (après application de diverses mesures)
Flore	Alpiste aquatique	IR faible : destruction d'environ 4000 individus, perte de 4700m ² de milieu favorable
	Canne de Fréjus	IR faible : transplantation, destruction de 3 stations, perte d'environ 62m ² de milieu favorable
	Sérapias Neglecta	IR faible : destruction de 3 pieds
Reptiles	Tortue d'Hermann	IR modéré : déplacement, perturbation d'individus, destruction de 5,5 ha d'habitats
	Seps strié	IR faible : perturbation et risque de destruction d'individus, destruction de 4 ha d'habitat
	Orvet fragile	IR faible : perturbation et risque de destruction d'individus, destruction d'habitats
	Couleuvre de Montpellier	IR faible : perturbation et risque de destruction d'individus, destruction d'habitats
	Tarente de Mauritanie	IR faible : perturbation et risque de destruction d'individus, destruction d'habitat
	Lézard vert	IR faible : perturbation et risque de destruction d'individus, destruction d'habitat
	Lézard des murailles	IR faible : perturbation et risque de destruction d'individus, destruction d'habitat
Amphibiens	Crapaud calamite	IR faible : perturbation et déplacement d'individus, destruction d'une mare et d'habitats terrestres
	Rainette méridionale	IR faible : perturbation et déplacement d'individus, destruction d'une mare et d'habitats terrestres
	Crapaud commun	IR faible : perturbation et déplacement d'individus, destruction d'une mare et d'habitats terrestres
Oiseaux	Tarier pâtre	IR faible : perturbation d'individus, destruction de 4 ha d'habitat de reproduction et d'alimentation
	Chardonneret élégant	IR faible : perturbation d'individus, destruction de 4 ha d'habitat de reproduction et d'alimentation
	Fauvette mélanocéphale	IR faible : perturbation d'individus, destruction de 4 ha d'habitat de reproduction et d'alimentation

	Serin cini	IR faible : perturbation d'individus, destruction de 4 ha d'habitat de reproduction et d'alimentation
	Fauvette grisette	IR faible : perturbation d'individus, destruction de 5 ha d'habitat d'alimentation
	Martinet noir	IR faible : perturbation d'individus, destruction de 5 ha d'habitat d'alimentation
	Faucon crécerelle	IR faible : perturbation d'individus, destruction de 5 ha d'habitat d'alimentation
Mammifères	Grand rhinolophe	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Petit rhinolophe	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Murin à oreilles échancrées	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Petit murin	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Minioptère de Schreibers	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Molosse de Cestoni	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Murin de Natterer	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Vespère de Savi	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Pipistrelle de Nathusius	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Oreillard gris	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Noctule de Leisler	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Pipistrelle soprane	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Pipistrelle commune	IR faible : perturbation d'individus en phase de

		travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Pipistrelle de Kuhl	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Murin de Bechstein	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Grand murin	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Murin de Capaccini	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Grande noctule	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Murin de Daubenton	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Sérotine commune	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Noctule commune	IR faible : perturbation d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction d'habitat de chasse
	Hérisson d'Europe	IR faible : perturbation et risque de destruction d'individus en phase de travaux et de fonctionnement, destruction de 5 ha d'habitat d'espèce

Les atteintes aux espèces et habitats concernés seront exclusivement effectuées dans le cadre du chantier de l'aménagement visé à l'article 1.

Article 3 : Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts ainsi que les mesures d'accompagnement et de suivis

Conformément aux propositions contenues dans sa demande de dérogation, le maître d'ouvrage met en œuvre et prend intégralement en charge financièrement les actions qui suivent (actions détaillées dans le dossier technique susvisé).

Le chiffrage global de ces mesures est évalué à environ 476 000 euros. Les objectifs de résultats de ces mesures, en termes d'absence de perte nette, voire de gain de biodiversité, l'emportent sur les objectifs de moyens. Les montants financiers indiqués dans le dossier technique susvisé sont prévisionnels et indicatifs. Les modifications des actions sont soumises à validation préalable de l'administration.

3.1. Mesures de réduction des impacts

Mesure pour la flore :

- **R1 – Modification du projet** – recul de bâtiments et modification de la zone de stationnement afin de réduire l'impact sur l'Ophrys brillant et sur l'Alpiste aquatique ;
- **R2 – Délimitation des espaces verts préservés pour les espèces floristiques au sein du projet et élaboration d'un cahier des charges pour l'entretien des espaces verts et naturels** – pour les espaces verts : rédaction d'un cahier des charges pour l'Alpiste aquatique et la canne de Fréjus, en précisant la fréquence et la date de fauche et en interdisant l'usage de produits phytosanitaires, lutte contre les espèces invasives ; pour les *espaces boisés classés* (EBC) : rédaction d'un plan d'entretien en faveur des Sérapias, canalisation du public dans l'EBC, lutte contre les espèces invasives ;
- **R3 – Transplantation de la canne de Fréjus au sein de l'espace vert et mise en place d'une signalétique de sensibilisation du public** – transplantation des trois stations impactées - le protocole de transplantation de la canne de Fréjus sera soumis à validation par le *conservatoire botanique national* (CBN) méditerranéen avant son application ; mise en place d'une signalétique d'information du public sur le statut de la canne de Fréjus ;
- **R4 – Lutte contre les pollutions en phase de fonctionnement : gestion des eaux et des déchets** – collecte et gestion des eaux de ruissellement interne et des déchets ;
- **R5 – Mesure vis-à-vis du débroussaillage** – absence de débroussaillage entre le 1^{er} mars et le 30 juin.

Mesures pour le transit des chiroptères :

- **R6 – Conservation et densification du pont aérien au-dessus de la route départementale** – conservation des pins parasols ayant un rôle de pont aérien au-dessus de la route pour les chiroptères ; densification du boisement (hors pelouses à sérapias) pour améliorer la trame boisée ;
- **R7 – Intégration d'une voie naturelle suffisamment large pour permettre le transit des chauves-souris** – maintien et renforcement d'une bande boisée de dix mètres de large sur le bord sud-ouest du projet ; maintien d'une strate herbacée et buissonnante ;
- **R8 – Choix d'un type d'éclairage minimisant l'impact lumineux sur la zone commerciale et sur les habitations** – absence d'éclairage après fermeture des commerces au sein de la zone commerciale et le long du chemin des Vernèdes ; extinction des enseignes lumineuses après 19h30 ; sélection d'une technologie et d'une disposition adaptées au sein de la zone d'habitation ;
- **R9 – Plantations linéaires au sein du projet** – plantation d'arbres à feuillage persistant (oliviers ou pins) au sein des surfaces artificialisées pour rétablir certaines connexions ; réalisation des zones de parking en dalles alvéolées semées de gazon ; plantations d'aubépine favorables aux insectes pollinisateurs.

Mesure pour la faune et flore :

- **R10 – Rédaction d'un plan de gestion unique des espaces verts et naturels** – rédaction d'un document de gestion unique des espaces verts et milieux naturels préservés du projet afin de faciliter la bonne mise en œuvre de l'ensemble des mesures prises pour la faune et la flore en phase d'exploitation.

Mesures de réduction en phase chantier :

- **R11 – Choix d'une période de travaux adaptée** – défrichement et débroussaillage entre novembre et février ; travaux de terrassement entre juillet et novembre ; travaux de construction de juillet à mars ;
- **R12 – Mise en défens en phase chantier des espèces protégées** – mise en défens à l'aide de rubalise de la pelouse à sérapias et de la partie à préserver de canne de Fréjus ;
- **R13 – Présence d'un écologue en phase chantier** – encadrement par un écologue indépendant des phases avant le chantier (information du personnel, préparation des mesures, sauvetage des espèces), pendant le chantier (contrôle et encadrement) et après le chantier (bilan) ;
- **R14 – Recherche et sauvetage de la population de tortue d'Hermann en amont des travaux** – encadrés par un écologue dont le choix sera validé par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ; débroussaillage hivernal avec garde au sol de trente centimètres ; réalisation de prospections au printemps (au minimum quatre passages de quatre heures ou utilisation d'un chien créancé aux périodes optimales) ; le temps de prospection sera augmenté autant que nécessaire et des sessions pourront être ajoutées en automne pour garantir le sauvetage de tous les individus ; les individus seront alors gardés en enclos durant l'hiver suivant leur capture, pour un relâcher au printemps dans un lieu soumis à validation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ; suivi télémétrique sur deux ans ;
- **R15 – Intégration de milieux favorisant la présence de reptiles et d'amphibiens** – adaptation des bassins de rétention (profondeur, pente, substrat, temporalité de l'eau) ; création de caches (tas de pierres, roseaux, hibernaculum...).

3.2. Mesures compensatoires et d'accompagnement en faveur de la biodiversité

Considérant l'impact résiduel sur les espèces végétales et animales protégées et sur leurs habitats, les mesures compensatoires suivantes devront être strictement mises en œuvre à compter du démarrage des travaux ;

- **M1 – Acquisition des sites compensatoires** – acquisition des terrains compensatoires pour une superficie de 12,7 hectares (un site à Callas et un site à Pignan) ; rétrocession à un organisme tiers gestionnaire d'espaces naturels ;
- **M2 – Gestion des sites compensatoires** – rédaction de plans de gestion des terrains compensatoires et renouvellement tous les dix ans ; validation des plans de gestion par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ; animation et mise en œuvre des plans de gestion sur trente ans ; suivis

naturalistes sur trente ans ; ouverture en mosaïque de milieux sur le site de Callas ; maintien de la végétation actuelle et création d'un point d'eau sur le site de Pignans ;

- **M3 – Contribution au fonds de gestion de l'arrêté préfectoral de protection de biotope de La Pardiguière à hauteur de 110 000 euros ;**
- **M4 – Contribution au financement d'actions du plan national d'action en faveur de la Tortue d'Hermann à hauteur de 45 000 euros.**

3.3. Mesures de suivi

- **Suivi écologique pour mesurer l'efficacité des mesures proposées après travaux** – suivi des espèces à enjeu aux années 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30 ; dix jours par année de suivi ; suivi télémétrique sur deux ans des individus de tortue d'Hermann déplacés.

Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis naturalistes seront versées à la base de données régionale SILENE par le maître d'ouvrage. Pour chaque lot de données, le maître d'ouvrage fournira à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement l'attestation de versement correspondant signée par l'administrateur de données SILENE.

Article 4 : Information des services de l'État et publicité des résultats

Le maître d'ouvrage transmet sans délai à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement les données cartographiques relatives à l'aménagement et aux mesures prévues à l'article 3, dans un format compatible avec l'outil cartographique GeoMCE déployé au niveau national pour le suivi de ces mesures.

Il informe la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur et la direction départementale des territoires et de la mer du Var du début et de la fin des travaux.

Le maître d'ouvrage et l'encadrant écologique sont tenus de signaler à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur et la direction départementale des territoires et de la mer du Var les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente dérogation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées.

Le maître d'ouvrage rend compte à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur sous la forme d'un rapport de synthèse (où les coûts estimatifs de ces mesures, par poste, sont présentés pour information) de l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures prescrites à l'article 3, en janvier des années mentionnées au 3.3 de l'article 3 jusqu'à leur mise en œuvre complète.

Il adresse une copie des conventions de gestion passées avec ses partenaires techniques pour la mise en œuvre des mesures prescrites à l'article 3 et des bilans produits à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur pour information.

Les résultats des suivis et bilans peuvent être utilisés par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur afin de permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres projets en milieu équivalent.

Article 5 : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est accordée pour la durée des travaux liés à l'aménagement visé à l'article 1, dans la limite de cinq ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 6 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 7 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est puni des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 8 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois dans les conditions de l'article R.421-1 du code de justice administrative à compter de sa notification au maître d'ouvrage ou de sa publication pour les tiers.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens », accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var, mis en ligne sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur et dont copie sera transmise au sous-préfet de Draguignan.

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Serge JACOB